



Développer le secteur manufacturier tunisien pour favoriser l'exportation de biens de haute technologie

Benen ALAYA*

L'ASECTU n'endosse aucune responsabilité et les propos relèvent uniquement de l'auteur

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.



Un risque de stagnation économique persistante : la Tunisie demeure confrontée au piège du revenu intermédiaire, avec un tissu manufacturier encore insuffisamment positionné sur les segments à forte valeur ajoutée et une intégration limitée aux chaînes de valeur mondiales.

La réindustrialisation comme levier de montée en gamme : renforcer la base industrielle constitue une condition essentielle pour accroître la complexité économique, diversifier les exportations et améliorer durablement la compétitivité du pays.

Messages clés

Une trajectoire de long terme fondée sur la transition verte et numérique : la réindustrialisation doit s'inscrire dans une dynamique durable, conciliant compétitivité internationale, transformation technologique et création de richesse inclusive.

Des réformes structurelles à court terme indispensables : l'amélioration du cadre institutionnel, le renforcement de l'efficacité des marchés financiers et une flexisécurité adaptée du marché du travail sont des prérequis pour soutenir la transformation industrielle.

Des choix stratégiques ciblés à moyen terme : l'orientation des investissements vers des secteurs prioritaires et des produits technologiquement plus complexes permettra d'accélérer la montée en gamme productive.

CONTEXTE

Le récent rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde montre que plusieurs pays ont réussi à échapper au piège du revenu intermédiaire en réussissant à achever leur processus d'industrialisation tels que Singapour, Taiwan et la Corée du Sud. Pour cela, ils se sont basés sur une combinaison de facteurs. D'une part, Taiwan a investi dans l'éducation et le développement d'une économie basée sur l'innovation et le soutien à la R&D. D'autre part, Singapour s'est focalisée sur des investissements massifs dans les infrastructures pour attirer les entreprises et les talents et a opté pour des stratégies de développement axées sur l'innovation et l'infusion de technologies mondiales, une diversification économique vers des secteurs à haute valeur ajoutée et des services financiers compatibles avec la diffusion des industries de haute technologie.

En effet, le progrès technologique et les innovations que l'industrialisation favorise constituent une opportunité de rattrapage technologique, réduisant la distance du pays par rapport à la frontière technologique. Afin de pouvoir échapper au piège du revenu intermédiaire, une réindustrialisation à travers le développement du secteur manufacturier constitue un facteur clé dans la production et l'exportation des produits de haute technologie en Tunisie. Un cadre institutionnel favorable aux investissements et une stabilité macro-économique sont aussi essentiels.

ANALYSE

La Tunisie est aujourd'hui enclavée dans le « piège du revenu intermédiaire ». Malgré sa proximité géographique avec l'Europe, la part des biens de haute technologie dans ses exportations demeure relativement faible. Le secteur primaire, à faible valeur ajoutée, est encore dominant dans l'économie tunisienne qui peine à s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales. Le processus d'industrialisation que le pays a entrepris après l'Indépendance a été interrompu prématurément dans les années 1990¹. Pourtant, il serait bénéfique pour l'exportation de biens de haute technologie et la création de richesses.

Après avoir montré que le contenu technologique des exportations tunisiennes est relativement faible, ce Policy Brief montre que la responsabilité en incombe principalement à la désindustrialisation du pays. Il analyse ensuite les opportunités de montée en gamme. Puis, en se basant sur une analyse fondée sur des travaux académiques et sur l'observation d'autres pays, ce travail cherche à énumérer les facteurs qui peuvent contribuer à l'augmentation des exportations de hautes technologies en se focalisant sur le rôle de la réindustrialisation comme un facteur clé, et propose des recommandations dans ce sens.

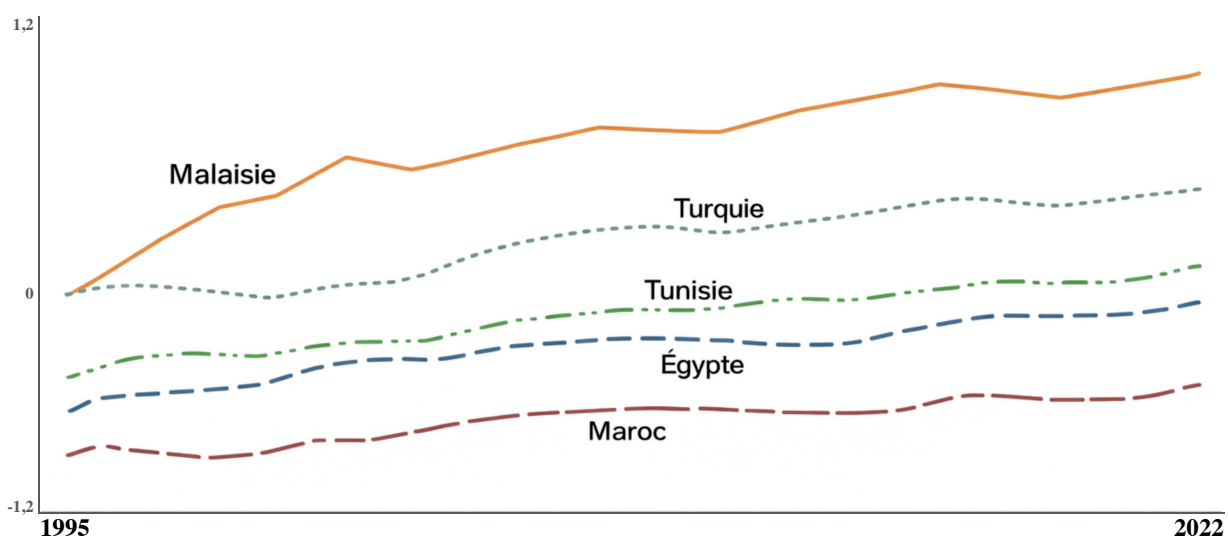
1 Mouelhi, R., and Ghazali, M. (2020). Structural Transformation in Egypt, Morocco and Tunisia: Patterns, Drivers and Constraints. *Economics of transition and institutional change*, 29(1), 35-61.

Contenu technologique des exportations tunisiennes relativement faible

On mesure le contenu technologique des exportations d'un pays grâce à un indicateur qui reflète la complexité économique (ECI en anglais)². Un pays qui a un avantage en termes d'innovation et d'exportation de produits de haute technologie occupe le haut du classement, tandis que celui qui exporte des produits agricoles, généralement produits avec beaucoup de main-d'œuvre, présente un indice faible, parfois négatif.

Grâce aux données de l'Observatoire de la complexité économique (OCE), nous avons présenté l'évolution de cet indice pour la Tunisie et pour d'autres pays émergents sur la période allant de 1998 à 2021. Le graphique 1 montre un faible niveau de complexité de la Tunisie par comparaison avec des pays émergents comme la Turquie et la Malaisie, malgré la nette amélioration de son indice. On peut en déduire que, bien que la Tunisie ait progressé dans la diversification et la sophistication de ses exportations, elle reste encore en retrait par rapport à ces pays, ce qui pourrait limiter sa capacité à générer une croissance économique durable et à intégrer des chaînes de valeur plus complexes. Cette situation souligne la nécessité de politiques économiques visant à stimuler l'innovation et la montée en gamme des produits tunisiens.

Figure 1. Évolution de l'indice de la complexité économique, 1998-2021



Source : À partir des données de l'Observatoire de la complexité économique (OCE)

Sur le plan sectoriel, la part des exportations manufacturières de haute technologie en Tunisie reste encore modeste : selon l'OCDE, environ 7,7 % des exportations manufacturières sont des produits à haute intensité de R&D en 2023. Cela reste bien en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE ($\approx 17\%$). Le secteur manufacturier contribue à $\approx 15,1\%$ du PIB en 2023, selon la Banque mondiale, et malgré un recul de l'emploi industriel — autour de 33 % de la population active —, l'industrie demeure un pilier essentiel de l'économie nationale.

L'analyse SWOT du secteur manufacturier met en lumière ses principaux atouts, ses faiblesses structurelles, ainsi que les opportunités et menaces qui influencent son développement.

2 Economic Complexity Index (ECI) a été proposé pour la première fois par Ricardo Hausmann et César A. Hidalgo en 2007 dans leur article intitulé "The Atlas of Economic Complexity: Mapping Paths to Prosperity". L'application formelle de l'ECI a été affinée et développée par la suite, par les mêmes auteurs, en 2009, dans leur article "The building blocks of economic complexity".

Tableau 1. Matrice SWOT du secteur manufacturier tunisien

Forces (internes positives)	Faiblesses (internes négatives)
Main-d'œuvre qualifiée et coûts salariaux compétitifs. Proximité avec l'UE et accords commerciaux privilégiés. Tissu industriel diversifié (textile, agroalimentaire, électronique). Progression de l'indice de complexité économique.	* Faible part des exportations de haute technologie. Productivité et valeur ajoutée par emploi faibles face aux concurrents. Dépendance forte vis-à-vis du marché européen. Contraintes réglementaires et financières pour les PME.
Opportunités (externes positives)	Menaces (externes négatives)
Potentiel de montée en gamme (équipements électriques, pharmacie, électronique). Transition énergétique et débouchés verts. Intégration accrue dans les chaînes de valeur régionales et africaines.	Concurrence de pays émergents plus avancés (Turquie, Malaisie, Vietnam). Vulnérabilité aux chocs extérieurs (prix énergie, demande UE, instabilité régionale). Contraintes environnementales et normes durables plus strictes.

Les facteurs clés qui contribuent à la montée en gamme des exportations

L'ouverture commerciale et la participation aux chaînes de valeur mondiales jouent un rôle positif significatif. Il en est de même des facteurs découlant de réformes de long terme tels que le niveau de qualification de la main-d'œuvre, l'engagement pris dans la création de connaissances nouvelles pour stimuler l'innovation et l'infrastructure de base de qualité qui facilite l'investissement dans des produits.

Par ailleurs, les conditions institutionnelles et le climat des affaires exercent une influence déterminante sur cette dynamique. En particulier, l'efficacité du marché financier — définie par le FMI comme la capacité du système financier à allouer les ressources vers leurs usages les plus productifs, à mobiliser l'épargne et à refléter rapidement l'information disponible dans les prix des actifs — joue un rôle médiateur dans la relation entre ouverture commerciale et complexité économique. Une plus grande efficacité permet de réduire les coûts de financement, de faciliter l'accès au crédit pour les entreprises innovantes et d'améliorer la circulation de l'information financière, ce qui renforce la compétitivité des secteurs exportateurs.

En outre, une meilleure exécution des contrats et la protection effective des droits de propriété garantissent un environnement propice à l'investissement dans les activités à fort contenu technologique.

Ces cadres institutionnels réduisent l'incertitude juridique et renforcent la confiance des investisseurs. Parallèlement, des incitations ciblées, telles que les avantages fiscaux pour la R&D, les zones industrielles spécialisées, ou encore les mécanismes de partenariat public-privé favorisent l'implantation d'entreprises innovantes et la montée en gamme du tissu productif.

Augmentation de la part du secteur manufacturier dans le Produit intérieur brut (PIB)

Des travaux académiques déjà anciens³ montrent que la réindustrialisation favorise la complexité économique, car elle induit à la fois des gains de productivité et de nouveaux emplois pérennes.

³ Rodrik (2013 ; 2016) et Hausmann et Hidalgo (2011).

D'autres⁴ soulignent que l'industrialisation favorise le progrès technologique et les innovations et génère des externalités dont bénéficient les secteurs qui lui sont directement liés. Nous avons montré que la réindustrialisation urgente nécessite aussi un approfondissement financier. Celui-ci fait référence à la taille et à la liquidité du marché. L'approfondissement financier, accompagné d'une plus grande ouverture commerciale, peut réduire les contraintes de financement des entreprises qui produisent des produits différenciés, qui sont fortement dépendants des financements extérieurs. La réindustrialisation nécessite également une intensification de la concurrence en éliminant les barrières à l'entrée, une protection des droits de propriété et un cadre juridique approprié.

Relativisons, toutefois, ces conclusions dans la mesure où l'industrie manufacturière n'est plus à même de générer des emplois en masse. L'automatisation et la robotisation des processus de production ont profondément modifié la dynamique de l'emploi dans ce secteur. Alors que la technologie permet d'améliorer la productivité et de réduire les coûts de production, elle tend également à remplacer une partie significative de la main-d'œuvre. Ainsi, même avec une augmentation de la part du secteur manufacturier dans le PIB, les bénéfices en termes de création d'emplois sont moins significatifs qu'auparavant, et le niveau des compétences requises pour occuper les emplois créés est de plus en plus élevé⁵.

Les politiques publiques ont ainsi à arbitrer entre la nécessité d'une réindustrialisation pour renforcer la complexité économique et la préservation de l'emploi. Au lieu d'encourager une augmentation en nombre des investissements dans l'industrie, il s'agit de réorienter les incitations pour favoriser des investissements de qualité. Cela inclut l'intégration des technologies avancées, la promotion de l'innovation et l'intégration de technologies de pointe dans les processus de production⁶.

Quels sont les produits industriels qui devraient être ciblés par la Tunisie, dans une démarche de montée en gamme des exportations ?

La Tunisie doit saisir les opportunités de montée en gamme présentes au niveau de ses produits présentant les niveaux de complexité les plus élevés, mais proches de ses capacités productives existantes. Le graphique 2 ci-dessous illustre l'ensemble des produits « réalisables » pour la Tunisie afin d'augmenter la valeur ajoutée exportée, de renforcer la sophistication industrielle et d'améliorer la compétitivité externe. Par conséquent, la Tunisie a intérêt à cibler davantage les secteurs des « machines et matériel de transport » (zones supérieures du graphique) tels que les pompes à gaz/à air et les parties non électriques des véhicules, les produits manufacturiers tels que les matériaux en caoutchouc et les alliages d'aluminium.

Toutefois, les produits alimentaires, matières premières et biens à faible complexité (zones inférieures du graphique) offrent peu de perspectives de montée en gamme. Leur distance est souvent faible, mais leur niveau de complexité est bas — ils ne renforcent pas la sophistication économique du pays.

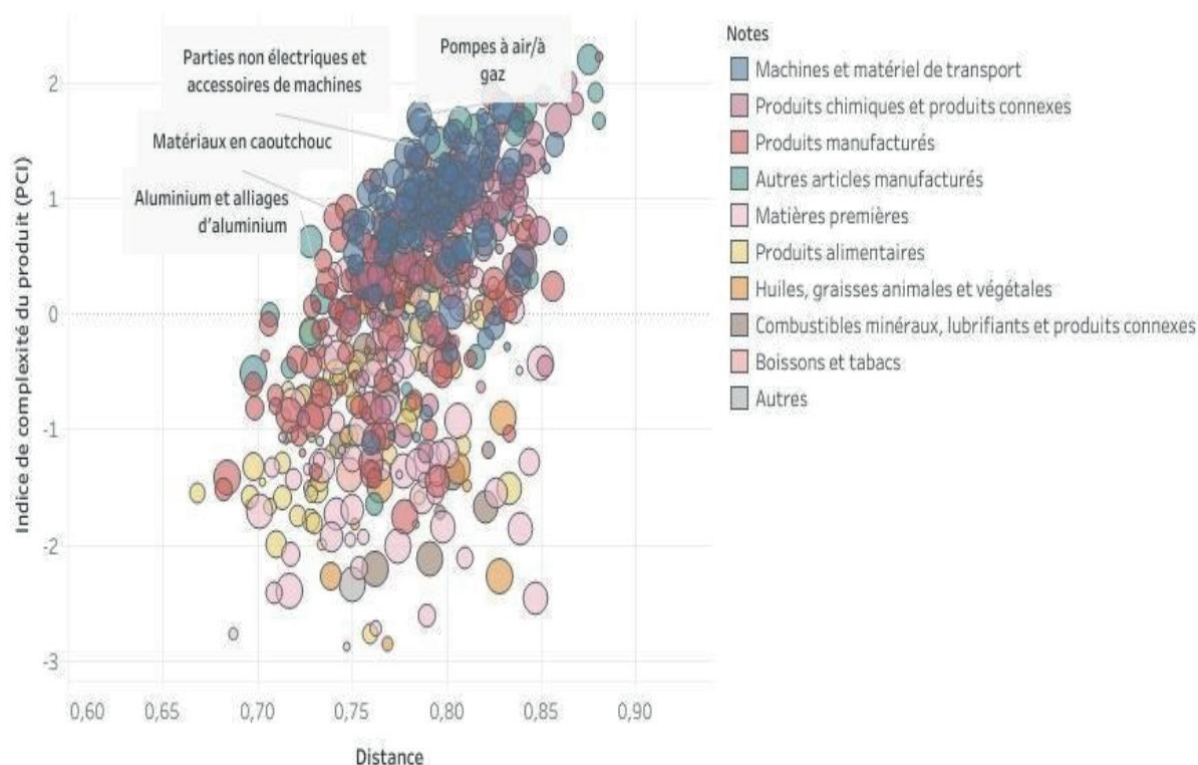
4 Aghion, P., Bunel, S., et Antonin, C. (2020). Le pouvoir de la destruction créatrice. Odile Jacob.

5 Balliester, T., et Elsheikhi, A. (2009). The Future of Work : A Literature Review. OECD

6 Schwab, K. (2017). The Fourth Industrial Revolution. Crown Publishing Group

Autrement dit, la stratégie optimale est de cibler certains segments industriels déjà proches des capacités nationales, mais dont la complexité est élevée, ce qui maximise l'impact économique.

Figure 2. Relation entre l'indice de complexité économique et la distance en Tunisie, en 2021



Source : Calculs de l'auteure à partir des données de l'Atlas de la complexité économique

RECOMMANDATIONS

Afin de concilier montée en gamme des exportations, transition économique et durabilité, nous soulignons l'importance d'une approche progressive pour aboutir à long terme à une réindustrialisation durable et une transition verte et numérique.

À court terme (CT) - Réformes institutionnelles :

- ★ Renforcer l'efficacité des marchés financiers pour soutenir l'innovation en facilitant l'accès au capital.
- ★ Intensifier la concurrence afin de stimuler l'innovation. La Turquie a connu une augmentation significative de ses exportations industrielles, notamment dans les secteurs des véhicules à moteurs et des textiles, grâce à des politiques favorisant la compétitivité.
- ★ Mettre en place des modèles de flexisécurité pour accompagner la transition du marché du travail et protéger les salariés, notamment dans les secteurs vulnérables⁷.

À moyen terme (MT) - Investissements ciblés :

- ★ Cibler les investissements dans des produits à indice de complexité élevé mais proches des capacités pro-

⁷ Balliester, T., et Elsheikhi, A. (2009). The Future of Work: A Literature Review. OECD

ductives tunisiennes, notamment : machines et matériel de transport, matériaux en caoutchouc, aluminium, fer et acier.

★ Développer des secteurs offrant de fortes possibilités d'emploi, en particulier les services à forte valeur ajoutée et les services numériques.

À long terme (LT) - Transition verte et numérique :

★ Réindustrialiser en intégrant une logique de développement durable et d'économie verte (réduction de la consommation d'énergie, recyclage des déchets, baisse des émissions de gaz à effet de serre).

★ Garantir que la montée en gamme des exportations prenne systématiquement en compte la disponibilité en ressources naturelles (eau, énergie) et l'empreinte carbone des produits ciblés.

asectu.contact@gmail.com
Résidence Yosr, Apt B5 Avenue Hédi Nouria, 2037 Enaser

Ce Policy Brief est soutenu par Savoirs éco, projet financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France qui vise à appuyer les Structures Productrices de Savoirs à vocation Économique (SPSE) en Tunisie.